

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 13/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **INTERXION**

129 boulevard malesherbes  
75017 Paris

Références : D-1018-MRS-2023  
Code AIOT : 0006402237

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement INTERXION implanté INTERXION MRS1 40 avenue roger salengro 13003 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection a été réalisée dans le cadre du récolement de l'APC du 30/09/2022, pris suite à un porter à connaissance relatif à un projet de remplacement de groupes froids, du type de gaz du système d'extinction automatique à gaz et de batteries / onduleurs.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INTERXION
- INTERXION MRS1 40 avenue roger salengro 13003 Marseille
- Code AIOT : 0006402237
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Digital Realty exploite un data center sur le site INTERXION MRS1 dans la Commune de Marseille 3.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement de l'APC du 30/09/2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Système d'extinction automatique à gaz - Groupes Froids	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.1	/	Sans objet
3	Etat des stocks de fluides	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I>3.3	/	Sans objet
4	entretien périodique – extinction automatique à gaz	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I>6	/	Sans objet
6	Locaux batteries - Caractéristiques des installations	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.1	/	Sans objet
8	Locaux batteries – Ventilation	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article I>2.6	/	Sans objet
9	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dossier ICPE Système d'extinction à gaz – Groupes Froids	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I>1.2	/	Sans objet
5	Groupes froids – contrôle d'étanchéité	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R543-79	/	Sans objet
7	Locaux batteries - Comportement au feu	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article I>2.4.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux initiés par l'exploitant sont en cours. Le jour de l'inspection, aucune installation concernée par une rubrique ICPE n'est modifiée dans le cadre du projet annoncé par le PAC de juin 2022.

A l'issue de cette visite, et à ce stade, aucune suite administrative n'est proposée. Il est cependant attendu que l'exploitant procède à une campagne de mesure de bruits quand les nouveaux groupes froids sont installés.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Système d'extinction automatique à gaz - Groupes Froids

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Caractéristiques des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> rubrique 1185-2b (D) Système d'extinction automatique à gaz : 8 bouteilles de FM200 – 481 kg ; rubrique 1185-2a (DC) - Groupes froids <ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 Groupes froids de capacité unitaire de gaz R1234ze de 670 kg, soit 2010 kg</li> <li>• 5 groupes froids de gaz R134A - représentant 2050 kg au total,</li> <li>• une pompe à chaleur de 10 kg de fluide R454B.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, les 3 nouveaux groupes froids à gaz R1234 -ze n'ont pas encore été installés. Le planning présenté par l'exploitant indique que le remplacement des 4 anciens groupes froids sur les 8 existants sera effectif en juillet 2024.  Les bouteilles de FM200 n'ont pas été remplacées non plus. L'exploitant indique qu'à terme, au maximum, 8 bouteilles resteront sur le site.  Les installations soumises aux rubriques 1185-2a et 1185-2b sur site ne sont donc pas, à ce stade, conformes à l'arrêté préfectoral applicable.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Dossier ICPE Système d'extinction à gaz – Groupes Froids

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I>1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dossier installation classée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> AMPG – rubrique 1185-2 – Groupes froids + Système d'extinction automatique à gaz L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant notamment les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les plans tenus à jour</li> <li>- le schéma général de tuyauteries et d'instrumentation de l'installation</li> <li>- pour les installations soumises à « la rubrique 1185-2a » (GF): le rapport d'inspection lorsque cette inspection est requise par l'article R. 224-59-2 du code de l'environnement. (voir plus loin)</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les plans correspondant aux dispositifs actuellement présents sur le site. Ils ont été mis à jour en 2017. Il est attendu que ces documents soient mis à jour à l'issue des travaux de modification de ces installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Etat des stocks de fluides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I>3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etat des stocks de gaz
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> AMPG – rubrique 1185-2 L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence de fichier inventaire des groupes froids présents sur tous les sites de France. Cependant, il ne lui a pas été possible de présenter l'inventaire pour MRS1.  Il est attendu que l'exploitant transmette, d'ici 1 semaine, un extrait du fichier présenté en séance correspondant à MRS1.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : entretien périodique – extinction automatique à gaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I>6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, entretien périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> a. L'exploitant prend toutes les mesures préventives réalisables afin d'éviter et de réduire au minimum les fuites et émissions de fluides.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que le rapport de vérification périodique du SSI en date du 23/01/2023 présenté en séance indique des clapets hors service. L'exploitant indique que la commande est en cours de validation.  Il est attendu que l'exploitant fournisse un élément justifiant la levée de la non-conformité identifiée, d'ici 1 semaine.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Groupes froids – contrôle d'étanchéité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R543-79
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Groupes froids
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le détenteur d'un équipement dont (...) la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.</p> <p>(...)</p> <p>Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de HCFC ou plus de 500 tonnes équivalent CO2 de HFC ou PFC, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'Etat dans le département ou à l'Autorité de sûreté nucléaire si ces équipements sont implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection a consulté le rapport de vérification de 2 groupes froids , choisis par sondage - GF 2 et GF 4.</p> <p>Le GF 4 - 500.5 t eq CO2 - est contrôlé tous les 3 mois. Les 2 derniers rapports consultés, respectivement du 04/04/2023 et du 02/01/2023 ne relèvent pas de non-conformité.</p> <p>Le GF 2 - 338 t eq CO2 - est contrôlé tous les 6 mois. Les 2 derniers rapports, respectivement du 29/03/2023 et du 08/08/2022, ne relèvent pas de non-conformité. Cependant, l'inspection a noté que ces 2 dernières vérification sont espacées de plus de 6 mois.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de s'assurer que la fréquence de 6 mois soit respectée.</p> <p>Ce point sera vérifié lors d'une prochaine inspection.</p> <p>Concernant les nouveaux groupes froids, l'exploitant doit faire réaliser un contrôle d'étanchéité avant mise en service.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Locaux batteries - Caractéristiques des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Locaux batteries
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 4 locaux batteries et onduleurs : <ul style="list-style-type: none"><li>• les locaux batteries sont en cubes coupe-feu (REI 120) avec des portes coupe-feu (EI 60).</li><li>• les locaux onduleurs sont en cubes coupe-feu (REI 60) avec des portes coupe-feu (EI 30)</li><li>• les onduleurs d'une puissance de courant continu utilisable global de 603,2 kW se composent de :<ul style="list-style-type: none"><li>- 4 onduleurs de puissance de charge unitaire en courant continu de 46,4 kW,</li><li>- 4 onduleurs de puissance de charge unitaire en courant continu de 59,4 kW,</li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b> Les travaux correspondant au remplacement des batteries n'ayant pas encore été faits, il n'a pas été possible de vérifier ce point de contrôle.  L'exploitant s'est engagé à fournir le DOE après réception des travaux, et au plus tard en juillet 2024, conformément au planning prévisionnel présenté en séance.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Locaux batteries - Comportement au feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article I>2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Locaux batteries
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent).  Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 8 : Locaux batteries – Ventilation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article I>2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Locaux batteries
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive.  Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.  Le débit d'extraction est donné par les formules ci-après suivant les différents cas évoqués à l'article 1.0 :  *Pour les batteries dites à recombinaison : $Q = 0,0025 n I$  où  $Q$ = débit minimal de ventilation, en m <sup>3</sup> /h $n$ = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément $I$ = courant d'électrolyse, en A
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas pu vérifier si le débit d'extraction des locaux batteries est conforme : aucune mesure du débit n'a été réalisée.  Il est attendu que l'exploitant justifie, d'ici 1 semaine, qu'il respecte les prescriptions contrôlées en comparant le débit mesuré avec le résultat des calculs obtenus avec la formules pour les batteries étanches. Il s'est engagé à vérifier également ce point dans le cadre des travaux de modification de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Mesures de bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Compte tenu de la modification des caractéristiques de groupes froids, une étude acoustique doit être réalisée, à la fin des travaux, et au plus tard 6 mois après notification du présent arrêté, afin de vérifier la conformité du site aux prescriptions opposables. Le rapport correspondant est tenu à disposition de l'inspection des installations classées
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que la campagne de mesures de bruits n'a pas encore été faite : elle a pour but de vérifier que les nouveaux groupes froids ne sont pas sources de nuisance pour l'environnement.  L'exploitant s'est engagé à réaliser les mesures à la fin des travaux. Le rapport correspondant sera transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet